



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

DOM-ROM : Guadeloupe

Question au Gouvernement n° 2699

Texte de la question

## RESPECT DE L'ACCORD " BINO " EN GUADELOUPE

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Candelier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Jacques Candelier. Monsieur le Premier ministre, notre pays est en ébullition et ce n'est pas le remaniement ministériel qui va le faire refroidir, encore moins l'intervention télévisée du Président de la République hier soir.

M. André Schneider. C'était une excellente intervention !

M. Jean-Jacques Candelier. Depuis plus de deux mois, des millions de compatriotes manifestent contre la réforme des retraites. Le 26 octobre dernier, une grève générale a éclaté dans les Antilles pour l'emploi et le pouvoir d'achat. En Guadeloupe, à l'appel du LKP, elle fut très suivie.

Pourtant, le Gouvernement continue de nier l'existence du LKP et oublie les engagements contractés à la suite d'une grève générale magistrale. Vous êtes responsable de l'impasse actuelle en Guadeloupe en cherchant à discréditer le LKP et en ne reconnaissant pas sa légitimité. Le LKP n'est pas un ennemi ; ce collectif est soutenu par le peuple travailleur d'outre-mer et au-delà. Personne ne peut en douter, surtout s'il se réclame de la démocratie et de la défense des valeurs républicaines.

Ce collectif unitaire et solidaire est un laboratoire, un outil efficace pour lutter contre la *pwofitasyon* ; il pourrait faire tache d'huile en métropole.

Aussi, j'exige le respect des accords du 4 mars 2009.

Sortons du capitalisme par le haut, faisons preuve d'une fermeté aussi grande qu'au moment du Front populaire, du Conseil national de la Résistance ou encore de mai 1968.

Je vous demande si vous comptez donner des instructions au préfet de la Guadeloupe pour que la commission de suivi des accords soit réunie, conformément à l'article 165 du protocole.

Comme pour les retraites, vous pouvez en être sûr, la lutte continuera jusqu'à un changement de politique.

*(Quelques députés du groupe UMP entonnent le début de l'Internationale.)*

M. le président. La parole est à Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer.

Mme Marie-Luce Penchard, *ministre chargée de l'outre-mer*. Monsieur Candelier, en février 2009, la Guadeloupe et plus largement les Antilles ont en effet connu des tensions sociales au terme desquelles un protocole de sortie de crise, dit accord " Bino ", a été signé le 4 mars 2009 entre l'État, les collectivités et les syndicats.

J'ai très clairement indiqué, dès ma nomination au ministère de l'outre-mer, que la parole de l'État sera respectée. Je peux vous assurer qu'aujourd'hui 90 % des engagements pris par l'État dans le cadre de ce protocole ont été respectés. J'en veux pour preuve toutes les mesures qui viennent d'être annoncées, notamment par le préfet lui-même : quatre comités de suivi de ce protocole ont été constitués et moi-même, à l'occasion d'un déplacement le 1er octobre 2009, j'ai tenu à présider un comité de suivi.

Je citerai deux exemples dans deux domaines significatifs puisqu'ils ont été à l'origine de cette crise : le pouvoir d'achat et les carburants.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, nous avons créé une allocation spécifique : le revenu supplémentaire temporaire d'activité, et plus de 45 millions d'euros d'allocations ont été versés à ce jour. Pour ce qui est des

carburants, nous avons mis en place une nouvelle formule inspirée du rapport de la mission parlementaire et nous avons établi la transparence sur les prix.

Je suis animée de la volonté de faire respecter la parole de l'État,...

M. Maxime Gremetz. Il serait temps !

Mme Marie-Luce Penchard, *ministre*. ...de faire en sorte que les décisions soient prises en toute transparence, et je peux vous assurer que je suis personnellement ce dossier.

Les Guadeloupéens sont fatigués,...

M. Pierre Gosnat. Justement !

Mme Marie-Luce Penchard, *ministre*. ...ils ont envie de tourner la page,...

M. Maxime Gremetz. Nous aussi !

Mme Marie-Luce Penchard, *ministre*. ...ils souhaitent que l'État, qui s'est mobilisé, construise un partenariat avec les collectivités pour régler enfin et définitivement leurs problèmes. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Jacques Candelier](#)

**Circonscription :** Nord (16<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2699

**Rubrique :** Outre-mer

**Ministère interrogé :** Outre-mer

**Ministère attributaire :** Outre-mer

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 18 novembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 novembre 2010